

Le saviez-vous ?

Journée mondiale de lutte contre l'exploitation sexuelle

4 mars 2022

«Parmi de nombreuses formes d'exploitations, celle ayant recours à la sexualité est l'une des pires formes de négation des droits de la liberté, d'égalité, d'autonomie et de dignité de la personne.» (Groupe International de Paroles de Femmes (GIPF))

Créée par l'organisation non gouvernementale GIPF, la première Journée mondiale de lutte contre l'exploitation sexuelle s'est tenue le 4 mars 2009.



Qu'est-ce que l'exploitation sexuelle?

L'exploitation sexuelle, qui fait quatre millions de nouvelles victimes par année dans le monde, consiste à abuser de la sexualité d'autrui, sans se soucier de son désir ou de son bien-être physique ou psychologique, en échange d'argent ou de biens. L'individu qui exploite la victime bénéficie généralement d'un pouvoir et

d'un statut particulier lui permettant d'obtenir une gratification sexuelle. Battues, violées, torturées ou enfermées, les victimes sont, ni plus ni moins, réduites à des objets de consommation sexuelle.

L'exploitation sexuelle est pratiquée majoritairement sur des femmes et des fillettes dans tous les pays du monde, incluant le Canada (fondation Scelles, 2012).

Elle prend les formes suivantes :

- esclavage sexuel;
- mariage forcé;
- prostitution;
- traite;
- pornographie;
- pornographie juvénile;
- partage de photos intimes sans consentement;
- échanges de faveurs sexuelles;
- tourisme sexuel.

Un phénomène caché

« Si nous constatons que les situations d'exploitation sont de plus en plus nombreuses, si nous savons que tous les enfants, filles ou garçons, petits et plus grands, sont exposés à l'exploitation, nous constatons également que les signalements sont trop peu nombreux et que les cas identifiés sont encore trop rares ». (ECPAT [End Child Prostitution in Asian Tourism] - End child prostitution, child pornography and trafficking of children for sexual purposes).

En effet, entre 30 et 80 pour cent des victimes ne divulguent qu'à l'âge adulte les expériences de violence sexuelle vécues pendant l'enfance, tandis qu'un nombre impossible à quantifier n'en parlera jamais (UNICEF, 2014). Malgré cela, des études constatent que des personnes de plus en plus jeunes subissent de l'exploitation sexuelle (Charpenel, 2016).

Pourquoi tant de jeunes ?

L'exploitation sexuelle des jeunes demeure difficile à cerner parce que les victimes ont tendance à cacher leur âge véritable et ne se perçoivent justement pas comme des victimes (Centre québécois de ressources en promotion de la sécurité et en prévention de la criminalité, CRPSPC, 2005). En effet, la plupart des jeunes pensent que le commerce du sexe se limite uniquement à de la sollicitation dans la rue. Les pratiques comme le service d'escorte, le massage en salon, la danse nue, les téléphones érotiques ou le cybersexe, ne sont pas encore considérées par la plupart des jeunes comme de l'exploitation sexuelle,

d'où l'importance de l'éducation et de la sensibilisation à toutes les formes de violences sexuelles existantes.

Il faut également considérer que les filles qui entretiennent des relations amoureuses avec leur proxénète ne croient pas qu'elles sont exploitées et manipulées, mais plutôt qu'elles « aident » financièrement leur partenaire (Bélice, 2014). De même, les personnes mineures qui participent à la pornographie juvénile ne sont pas toujours au courant du fait que l'activité sexuelle à laquelle elles s'adonnent est filmée ou que le matériel sera publié. Souvent, ces enfants et adolescent·es sont des esclaves sexuel·les, forcé·es de se soumettre à ces activités sous peine d'être affamé·es et battu·es.

Plus globalement, les sociétés actuelles se trouvent de plus en plus « pornographisées ». Les conduites sexuelles, jusqu'alors surtout réservées au commerce de la pornographie, sont devenues quotidiennes et presque affaire du grand public par le fait des réseaux sociaux et par la popularisation des médias électroniques en général. Les jeunes filles, notamment, s'en trouveraient de plus en plus « pornographisées ». De ce fait, l'exposition de leurs corps, de même que la consommation d'images pornographiques encourageraient la banalisation de la pornographie et les rendraient plus facilement victimes d'exploitations sexuelles. (Boulebsol et Goldfarb, 2013)

Femmes autochtones et immigrantes

Au Canada et au Québec, les principales cibles de la traite et de l'exploitation sexuelle, qu'elle soit locale ou non, sont les femmes immigrantes et autochtones. Les métropoles canadiennes sont d'ailleurs des plaques tournantes importantes pour le déplacement des victimes vers les États-Unis ainsi que pour l'exploitation locale des femmes.

La globalisation des marchés internationaux a économiquement précarisé les femmes des pays défavorisés et a contribué à leur migration, notamment vers l'Amérique du Nord. Tenté·es par des promesses d'avenir et de situations économiques meilleures, des milliers de femmes et d'enfants s'exposent ainsi comme des proies faciles face à des organisations et des individus criminels qui mettent sur pied des systèmes de traite et d'exploitation.

Par ailleurs, les femmes autochtones au Canada, qui connaissent de façon endémique des situations familiales souvent difficiles incluant des problèmes d'agressions sexuelles, de violence conjugale ou de toxicomanie, vivent une exclusion sociale qui les place en situation de vulnérabilité face à la prostitution. (Kurtzman, Ricci, Roy, 2012)

Des mesures de prévention et de guérisons concrètes :

Plaidoyer – Prévention – Éducation - Réinsertion

Si des associations internationales comme l'ECPAT et le collectif « Ensemble contre la traite des êtres humains » ont pour mission de lutter contre l'exploitation des enfants dans le monde, plus près de nous, plusieurs initiatives et travaux de sensibilisation auprès des décideurs visent à contrer les violences sexuelles, notamment en protégeant les jeunes contre l'exposition à la pornographie. Le projet de loi S-210, qui criminalise le fait de rendre accessible le matériel explicitement sexuel, est l'un des moyens mis de l'avant pour protéger les jeunes des chemins qui mènent à la pornographie, la prostitution, la traite et toute forme d'exploitation sexuelle.

De son côté, en décembre 2021, La Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES) a salué les mesures mises en place dans le Plan d'action gouvernemental du Québec « Briser le cycle de l'exploitation sexuelle ». Ce *Plan d'action gouvernemental 2021-2026* a été rédigé en réponse aux recommandations de *la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs*. Il concrétise l'engagement du gouvernement à combattre cette forme de violence envers les femmes et les filles du Québec et vient renforcer l'application de la loi canadienne criminalisant l'achat de services sexuels au Québec et dans les autres provinces et territoires du pays.

« Considérant que l'exploitation sexuelle est inhérente à la prostitution et contraire à nos idéaux d'égalité pour toutes, la loi canadienne C-36, adoptée en 2014, a marqué un changement de paradigme à la fois en condamnant l'achat d'actes sexuels et en décriminalisant les personnes en situation de prostitution. » (CLES)

De manière plus locale, le Y des femmes de Montréal (YWCA – Young Women's Christian Association), financé par Condition féminine Canada, a lancé le projet *Agissons ensemble*. Ce projet partenarial de prévention vise principalement les actions dans les milieux scolaires, avec le soutien d'intervenant·es spécialisé·es et d'éducateur·trice·s. Voici quelques exemples de mesures qui ont été déployées :

- la sensibilisation à l'exploitation sexuelle dans les milieux scolaires, autant auprès des filles que des garçons;
- la mise en place d'espaces non mixtes, au sein des écoles, pour faciliter la discussion sur l'exploitation sexuelle;
- l'implantation de suivis individualisés, autant auprès des victimes que des agresseurs;
- le soutien à l'implication des parents dans les processus d'intervention et de sensibilisation;

- l’offre d’informations et de formations, entre autres sur le cadre légal qui entoure les formes d’exploitations sexuelles;
- la mise en place de mesures d’intégration sociale et psychologique des victimes.

D’autres organismes, comme *La sortie* ou *La Table de concertation sur les agressions à caractères sexuelles*, par la recherche et des gestes de soutien concrets (aide juridique, hébergements, expertises médicales, soutien psycho social, etc.), viennent en aide aux victimes d’agressions, de traite et d’autres formes d’exploitation.

De plus, à Québec, La Maison de Marthe, fondée par l’anthropologue Rose Dufour, accompagne et soutient les femmes ayant un vécu en lien avec la prostitution dans leur rétablissement et dans toutes les étapes du processus de sortie de la prostitution, à travers des interventions individuelles, de groupes et collectives. Un lieu d’hébergement inauguré le 14 février dernier peut y recevoir six femmes pour des courts, moyens et longs séjours. Par ailleurs, La Maison de Marthe offre des conseils aux proches souhaitant soutenir une femme ayant un lien avec l’industrie du sexe. Plus concrètement, lors d’appels téléphoniques ou de rencontres individuelles, elle informe les proches sur les mécanismes entourant la prostitution et leur indique les ressources pouvant les aider à vivre cette situation.

Auteure : Geneviève Desmeules

Membre du comité Prostitution, Pornographie et Violences sexuelles.

Révision linguistique : Bernadette Gilbert

Membre de PDF Québec.

Sources et informations supplémentaires :

Synthèse du rapport *La traite des femmes à des fins d’exploitation sexuelle : entre le déni et l’invisibilité* de Sandrine Ricci, Lyne Kurtzman et Marie-Andrée Roy.

<http://tablejeunessevpp.org/doc/trousse/La-traite-des-femmes.pdf>

<http://contrelatraite.org/>

<https://ecpat.org/>

<https://ecpat-france.fr/pour-aller-plus-loin/>

<https://ecpat.org/search-our-library/>

<https://www.maisondemarthe.com/>

https://www.ydesfemmesmtl.org/wp-content/uploads/2018/02/Y-des-femmes-de-Montr%C3%A9al_plan-daction-agissons-ensemble.pdf

<https://www.ydesfemmesmtl.org/services-jeunesse/agissons-ensemble/>

http://www.lacles.org/?option=com_content&id=284:letter-to-the-feminist-movement

http://www.agressionsexuellemontreal.ca/_home